

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 29 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POMPEI SARL

Parc d'Activités des Pierres Blanches
BP 8
56430 Mauron

Références : UD35/2026-171
Code AIOT : 0005502872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement POMPEI SARL implanté TREKOUET 35290 Muel. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POMPEI SARL
- TREKOUET 35290 Muel
- Code AIOT : 0005502872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Trékouët est une carrière de schiste pourpre, matériaux essentiellement destiné à la fabrication de gravier décoratif pour allées de jardin ou usages similaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Parcelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rubriques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 1
2	Plan	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.5
5	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3
6	Prévention des pollutions - dispositions générale	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 8
7	Pollution des eaux - prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1
8	Pollution des eaux - rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2
9	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 13.2
10	Incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 11

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un porter à connaissance a été déposé par l'exploitant en mars 2025. L'inspection a pu prendre connaissance des modifications sollicitées par l'exploitant. Cependant, des compléments sont attendus pour finaliser son instruction, notamment concernant la cote de fond de fouille, la remise en état, le périmètre du site et l'entretien et le ravitaillement des engins.

L'activité est actuellement en pause, l'exploitant indique attendre l'instruction du porter à connaissance pour reprendre l'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques

Prescription contrôlée :

La SARL POMPEI dont le siège social est situé au lieu-dit "Le Bourg", 56430 CONCORET, est autorisée, dans les conditions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de schiste pourpre, au lieu-dit" Trékouët", sur le territoire de la commune de MUEL pour une superficie d'environ 9 ha, dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.

Les activités classées sont répertoriées dans le tableau suivant :

Rubriques de nomenclature	la Désignation des installations	des Volume des activités	Régime
2510.1	Exploitation de carrière	Production annuelle: A moyenne : 30 000 t - maximale : 60 000 t	
2515	Traitement des matériaux	des Puissance installée : 205A kW	
A : "Autorisation" D : "Déclaration"			

Constats :

L'exploitant a déclaré une production de 15100 tonnes en 2024 et 1600 tonnes en 2025.

Il indique avoir réalisé 2 tirs en 2024 ayant donné lieu à ces productions.

Il n'y a pas eu d'autres tirs depuis.

Dans le cadre du remplacement de l'installation de traitement fixe par une installation mobile, l'exploitant a demandé une modification de la puissance des installations par le dépôt d'un porter à connaissance en mars 2025. Son instruction fera l'objet d'un rapport séparé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.5
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés: -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, -les bords de la fouille, -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, -les zones remises en état, -des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'exploitant a présenté un plan du 13/05/2025. Celui-ci comprend les éléments nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Parcelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles
Prescription contrôlée : Les parcelles concernées sont les suivantes : MUEL Section C1 Numéros 431 pp, 432, 433, 436 pp = pour partie
Constats : Sur le plan de la carrière, il est constaté un dépassement du périmètre autorisé au nord, sur la parcelle C431. Dans le cadre du porter à connaissance déposé en mars 2025, l'exploitant a demandé une régularisation par un agrandissement du périmètre de la carrière à cet endroit. Sur site, lors de l'inspection, il est constaté que la partie en dehors du périmètre n'est pas exploitée. Seul le tuyau du circuit des eaux y passe. La nécessité d'ajouter cette partie de parcelle dans le périmètre d'exploitation de la carrière n'est donc pas démontrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé en mars 2025, il est demandé à l'exploitant de justifier la nécessité de régulariser le périmètre au regard de l'exploitation de la carrière. A défaut, il conviendra de modifier le porter à connaissance pour retirer la parcelle concernée. L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées une modification du porter à connaissance dans un délai de 3 mois. > En cas de modification du porter à connaissance, l'exploitant régularisera la situation en remettant en état la partie non autorisée dans un délai de 6 mois. Il transmettra à l'Inspection des installations classées des justificatifs de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 80 mètres, pour une épaisseur d'extraction maximale de 35 m. Trois paliers seront ainsi constitués aux cotes respectives de 80 m NGF, 90 m NGF et 100 m NGF. L'exploitation de chaque palier est subordonnée à l'achèvement d'exploitation du palier supérieur. Les travaux d'extraction avanceront du sud-ouest vers le nord est, selon les plans de phasage joints au présent arrêté. Les banquettes créées entre chaque palier auront des largeurs de 3 à 4 mètres. Les talus végétalisés ceinturant tout ou partie du site de carrière seront conservés pendant et en fin d'exploitation.
Constats : Sur le plan présenté en inspection, il est constaté que la cote minimale de la carrière est de 74 m NGF, soit 6 mètres de moins que la cote minimale autorisée. Dans le cadre du porter à connaissance déposé en mars 2025, l'exploitant demande à terminer l'extraction de ce palier de 6 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'instruction de la modification demandée fera l'objet d'un rapport distinct. Toutefois, il est d'ores et déjà demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance par l'ajout de précisions concernant la remise en état par rapport à ce palier supplémentaire. Il transmettra ces compléments à l'Inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les apports de matériaux extérieurs doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. La procédure suivante sera respectée afin de vérifier la qualité des matériaux extérieurs apportés:</p> <p>1) Dès l'entrée du site, un panneau définit clairement la liste des matériaux admis.</p> <p>2) Le préposé à la bascule assure, dès la réception, le contrôle du bordereau de suivi apporté par le chauffeur attestant de l'origine et de la conformité des matériaux. Un premier contrôle visuel de la benne du camion est effectué.- si les matériaux sont conformes, le camion, après délivrance d'un bon de réception qui récapitule les informations de provenance, de qualité et de quantité des matériaux, est orienté vers le lieu de déchargement,- si les contrôles sont clairement non conformes, le chargement est refusé et orienté vers le centre de tri approprié,- si les matériaux sont estimés douteux, ils doivent alors être obligatoirement refusés pour être examinés sur une aire de contrôle située à l'écart de la zone de dépotage. Après examen, en cas de produits non conformes, les matériaux seront repris par le client producteur ou déposés dans une benne prévue à cet effet..../...</p> <p>3) L'aire de déchargement a pour fonction de recevoir les matériaux afin de permettre le second contrôle du contenu des camions avec l'engin de poussage. Après contrôle, si la totalité du chargement n'est pas admissible, le camion est rechargé. Dans le cas où seule une fraction du chargement est admissible, les éléments jugés indésirables sont dirigés vers une benne à refus qui sera renvoyée par la suite vers la filière d'élimination appropriée. Cette aire est implantée à proximité de la zone de remblayage et est déplacée en fonction des besoins.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Outre les matériaux de la carrière, seuls les matériaux extérieurs suivants sont autorisés à être réceptionnés sur le site :</p> <p>Les "terrigenes" : il s'agit de produits de terrassement de sols naturels, non pollués et ne comportant pas de déchets organiques.</p> <p>Les "gravats et démolition" : il s'agit de produits associés aux activités de démolition où réhabilitation dans le secteur du bâtiment et travaux publics ou de produits provenant d'un centre de tri ayant séparé les "inertes" : pierres, briques, béton non armé, ardoises, ...</p> <p>En particulier, sont interdits : les terres polluées, les déchets dangereux, les déchets organiques fermentescibles, les déchets radioactifs, les déchets non pelletables, les explosifs ou déchets susceptibles de s'enflammer spontanément, les déchets contenant de l'amiante, les déchets ménagers.</p>

Constats :

L'exploitant indique que le porter à connaissance déposé en mars 2025 comprend une demande de modification des prescriptions liées au remblaiement.

En effet, il n'y a plus de personnel en permanence sur la carrière. L'extraction se fait par campagnes. L'apport de matériaux inertes est réalisé en fonction des besoins. Ces matériaux proviennent uniquement des chantiers de l'entreprise POMPEI.

Les camions passent systématiquement sur le site de Mauron, où un listing des apports par jour est transmis au secrétariat par les transporteurs. Le secrétariat alimente quotidiennement un registre.

L'instruction du porter à connaissance et donc de la demande de modification fera l'objet d'un rapport séparé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions - dispositions générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions - dispositions générale
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. En particulier, le secteur de l'exploitation sur lequel circulent les véhicules de transport empruntant les voies publiques sera goudronné. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si tel était le cas, les voies publiques seraient immédiatement nettoyées.
Constats : L'activité étant très réduite, il y a peu de risques de pollution. L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de plaintes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Pollution des eaux - prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux - prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I - L'entretien de tous les engins de chantier est réalisé sur une aire étanche. S'il s'effectue en plein air, cette aire sera entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les liquides ainsi récupérés seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 12 suivant. Le ravitaillement des engins de chantiers sur roues sera réalisé dans les mêmes conditions. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;-50 % de la capacité des réservoirs associés.Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'exploitant indique que l'entretien des engins est fait sur un autre site. Le ravitaillement s'effectue bord à bord. Il n'est pas possible de l'effectuer sur rétention pour les engins sur chenilles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>> Il est demandé à l'exploitant de compléter ce point dans le porter à connaissance en cours d'instruction afin de modifier les prescriptions si besoin.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Pollution des eaux - rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux - rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : I - Les eaux collectées sur le site transitent par 4 bassins de décantation avant rejet au milieu naturel.Ce rejet est assuré indirectement dans le ruisseau de Comper, par passage des eaux décantées au travers d'une « digue filtrante ».La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II - Le contrôle de la qualité des eaux du ruisseau de Comper à l'aval et à l'amont du rejet sera réalisé dans les conditions suivantes : - PH, Conductivité : une mesure mensuelle, -MES, DCO, Fe + Al : une mesure annuelle, L'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées chaque trimestre les bilans mensuels du résultat de ces mesures. Dans le cas où le pH mesuré serait inférieur à 5,5, la pompe d'exhaure sera stoppée pour permettre le confinement des eaux en fond de carrière.Les opérations de pompage ne pourront être réactivées que si la remontée du pH au-dessus de 5,5 est constatée.Dans l'éventualité où cette remontée du pH ne peut se faire de façon naturelle, un traitement de ces eaux sera mis en place afin de respecter les valeurs définies au paragraphe I ci-dessus.
Constats : L'exploitant indique que le porter à connaissance déposé en mars 2025 comprend une demande de modification du circuit des eaux. Une présence accrue de MES l'a conduit a ajouté un bassin pour améliorer la décantation. Il a présenté les rapports de suivi de 2024, 2025 et début 2026. Les résultats sont conformes. Sur site, l'exploitant montre les points de contrôle de la qualité des eaux, en amont et en aval. Il n'y a pas de suivi au niveau du point de rejet. L'inspection propose de modifier ce point dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance. Il sera donc détaillé dans le rapport d'instruction séparé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 13.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations											
Prescription contrôlée :											
<p>13.2. Vibrations :</p> <p>I. - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :</p> <table><tr><th>Bande de fréquence en Hz</th><th>Pondération du signal</th></tr><tr><td>1</td><td>5</td></tr><tr><td>5</td><td>1</td></tr><tr><td>30</td><td>1</td></tr><tr><td>80</td><td>3/8</td></tr></table> <p>On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.</p> <p>Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions.</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>II. - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.</p>		Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal	1	5	5	1	30	1	80	3/8
Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal										
1	5										
5	1										
30	1										
80	3/8										
Constats :											
L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de mesures de vibrations lors des derniers tirs en 2024.											
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :											
<i>> Il est rappelé à l'exploitant qu'une mesure de vibrations doit être effectuée à chaque tir.</i>											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 10 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une aire d'aspiration (8 x 4 m) sera aménagée sur l'étang d'A. Bas de Comper, de telle sorte que la hauteur géométrique d'aspiration ne dépasse pas 6 m (conformément aux fiches techniques du SDIS). Les nouveaux aménagements seront réceptionnés par un représentant du Service Prévision de la Compagnie de Montfort sur Meu, du centre d'incendie et de secours de Muel. Les points d'eau devront faire l'objet d'un contrôle et entretien annuel. L'exploitant s'assurera de la mise à disposition des services d'intervention incendie d'un débit hydraulique minimum de 60 m3/h.
Constats : L'exploitant a présenté la réserve d'eau du site. Il indique que le SDIS est venu et a préconisé des améliorations d'accès. Aucun PV de réception ne lui a toutefois été communiqué. L'Inspection se rapprochera du SDIS pour confirmer ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Panneau d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 5.1
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que le panneau d'information est implanté dans la carrière et non au niveau du portail et de la voie d'accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant d'ajouter un panneau d'information au niveau de la voie d'accès. Il transmettra à l'inspection des installations classées des justificatifs dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois